

Chronique d'Emmanuel Morucci - 09/11/11



En affirmant avec force que l'Europe ne peut se replier sur elle-même. En indiquant qu'elle ne peut se fermer, les évêques de France ont abordé à Lourdes le thème de la politique nationale et européenne.

Ils prennent ainsi une position claire en estimant tout d'abord que l'Eglise tient sa place dans l'espace public national et européen. Le message chrétien est un message fort, martèlent-ils notamment en matière d'économie. Il faut dire que l'Eglise a une grande expérience du sujet s'appuyant avec force sur sa doctrine sociale.

« La crise grecque est un révélateur » dit le cardinal Vingt-Trois. « La solution de fermer les portes pour préserver notre petite zone de relative prospérité » n'est pas viable.

En demandant aux Chrétiens par l'entremise de leurs évêques de veiller à ne pas se laisser entraîner, et les mots sont forts, dans la spirale de l'égoïsme, de l'isolationnisme ou de la xénophobie, le cardinal français ne fait que rejoindre le message des évêques européens portés par la COMECE, la commission des Evêques européens. Cette assemblée, partenaire des institutions européennes indique qu'une vision politique européenne à long terme est nécessaire pour surmonter la crise.

Très simplement mais avec détermination les évêques appellent l'Union européenne et ses citoyens à s'abstenir de se faire des reproches mutuellement. Au contraire, disent ils, nous devons assumer ensemble nos responsabilités pour trouver des solutions à la crise.

Les évêques sont convaincus que l'Eglise peut être une force de cohésion et d'espérance au sein des sociétés européennes, qui sont menacées par le populisme et la division. Les racines de la crise actuelle sont principalement morales et spirituelles. Le relativisme moral est en effet en train de modifier le sens de la responsabilité personnelle et collective à long terme. Ils précisent l'action concrète des religions : « Grâce à leurs services sociaux, les Eglises viennent en aide aux plus démunis dans nos sociétés ; elles encouragent la dignité et le bien commun contre les tendances individualistes.

Les solutions techniques et à court terme ne sont pas suffisantes disent-ils, et soulignent la nécessité d'adopter une vision à long terme pour les institutions européennes et le modèle socio-économique qu'elles défendent. Il convient en particulier de prendre mieux en compte les intérêts de la jeune génération, car elle risque d'être une des principales victimes de la crise.

Invité de la COMECE à Bruxelles il y a quelques jours, l'ancien ministre des Affaires européennes et actuel président de la Haute Autorité Financière Jean-Pierre Jouyet, affirmait très justement que l'Europe reste une construction unique, qui fonctionne, et même face à cette crise, elle a su prendre des décisions structurelles. Si nous voulons que les autres aient confiance dans l'Europe, si nous voulons que les citoyens aient confiance, il faut que l'Europe et l'Euro aient confiance en eux-mêmes.

L'enjeu est grand, au-delà d'un enjeu économique, l'Europe est un enjeu de civilisation devait-il conclure.

Emmanuel Morucci